



TRAVAILLEURS D'ICI OU D'AILLEURS, UN MÊME COMBAT CONTRE LE PATRONAT !

Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

De quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantageant un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

... pour couvrir le bulldozer des attaques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatallement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail. C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.

Editorial du 3 novembre 2025

**POUR UNE LISTE REVOLUTIONNAIRES AUX MUNICIPALES
REUNION PUBLIQUE MARDI 18 NOVEMBRE - 19H, 27 RUE MOYRAND, GRENOBLE**

ST : de l'argent, il y en a !

\$ 237 millions d'euros de profits, \$3,19 milliards de chiffre d'affaires réalisés entre juillet et septembre par ST. De l'argent qui permettrait largement d'annuler les suppressions de postes qui ont commencé sur la même période.

Nexperia : la guerre commerciale contre les travailleurs

C'est dans la presse patronale qu'on apprend qu'un vent de panique souffle chez les industriels de l'automobile : Wingtech, entreprise chinoise détenant le danois Nexperia, est bloqué par le gouvernement des Pays-Bas dans sa tentative de délocaliser la production de l'entreprise en Chine, sans toutefois se soucier du sort des salariés. En réaction, le gouvernement chinois a décidé de ne plus approvisionner les clients européens de l'entreprise, ce qui entraîne un risque de chômage technique pour plusieurs constructeurs.

Les travailleurs n'ont pas de camp à choisir dans cette bataille qui déterminera la nationalité de l'exploitant. Cette séquence peut néanmoins leur donner des idées quant au rapport du force qu'ils et elles pourraient obtenir grâce à la panique qu'engendreraient leurs grèves.

Teisseire : faire payer les patrons licencieurs !

Les salarié.e.s de Teisseire continuent de se mobiliser suite à l'annonce de la fermeture du site d'ici mars 2026, entraînant 205 licenciements. Ils et elles contestent la fermeture de l'usine, organisée depuis 2021 avec le transfert progressif de la production à la Slaur-Sardet, sous-traitant installé au Havre. Les patrons de Carlsberg, propriétaire de l'usine depuis 2024, dépassent le milliard d'euro de profit tous les ans. C'est à eux de payer !

Aciéries Bonpertuis : nouvelle fermeture d'usine dans la métallurgie

Jeudi 23 octobre, le tribunal de commerce de Lyon a décidé la fermeture des Aciéries Bonpertuis et le licenciement de près de 70 salariés à Apprieu et Domène. Une fermeture qui fait écho à celle d'Arcelor Mittal Dunkerque où plus de 600 emplois sont menacés.

Soitec : jusqu'à deux mois de chômage partiel

Soitec veut imposer jusqu'à deux mois de chômage partiel aux salarié.e.s de Bernin. Objectif : gagner 3,7 millions d'euros en prenant dans les caisses de l'assurance chômage et en versant des salaires réduits de 10%. La direction ne semble pas se sentir visée par le projet du gouvernement de réduire de 2,5 milliards d'euros par an les dépenses d'assurance-chômage. Après tout, qu'ils recourent ou non aux dispositifs d'activité partielle, les patrons sont habitués à être payés sans rien faire sans subir la stigmatisation réservée aux travailleurs privés d'emplois.

Municipales : une campagne pour dire l'urgence d'en finir avec cette société capitaliste

Dans quelques mois, une partie des travailleurs et travailleuses seront appelés à voter. Le NPA-Révolutionnaires y présentera une liste à Grenoble et dans une vingtaine d'autres villes en France. Nous y défendrons un programme de lutte : la réquisition des logements vacants, l'arrêt de la casse des services publics ainsi que leur extension et leur gratuité, l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail entre toutes et tous, l'augmentation générale des salaires d'au moins 400 euros par mois... Un programme qui part de ce dont nous, jeunes, salarié.e.s, retraité.e.s ou privé.e.s d'emploi, avons besoin pour vivre dignement. Pour atteindre ces objectifs, un bulletin de vote ne suffira pas, il faudra des luttes, des mobilisations, des grèves de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse. D'autant plus qu'après avoir amputé de 5 milliards d'euros le budget des collectivités en 2025, le gouvernement prépare de nouvelles coupes similaires avec le budget 2026. Pour convaincre le plus grand nombre de rejoindre notre campagne, nous organisons une réunion publique mardi 18 novembre à 19h au 27 rue Moyrand Grenoble.

Contre le pouvoir des patrons : soutenez le bulletin !

Une collecte sera organisée mardi 16 décembre durant la diffusion de notre bulletin. Celui-ci ne bénéficie d'aucune subvention et paraît grâce à la participation financière des jeunes et des travailleurs qui le soutiennent. Cette indépendance est indispensable pour s'opposer au pouvoir que les patrons exercent sur l'ensemble de la société. En donnant à la collecte, vous permettez d'amplifier ce combat !

ABONNE-TOI A NOTRE
NEWSLETTER EN SCANNANT
LE QR CODE OU A L'ADRESSE
[HTTPS://FRAMALISTES.ORG/SYMPA/SUBSCRIBE/NEWSLETTERNPAGRENOBLEISERE](https://framalistes.org/sympa/subscribe/newsletternpagrenoblesire)



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-revolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com